

AGRICULTURES BRETONNES 2040

Quelles transitions pour les entreprises avicoles bretonnes ?

**Elodie Dezat¹, Delphine Scheck¹, Maud Marguet¹, Céline Favé¹, Hervé Le Goff¹,
Charlotte Quénard¹, Lionel Quéré¹, Laurence Ligneau¹, Hervé Gorius¹, Geneviève
Lamour¹, Arnaud Haye¹, Nicolas Debéthune¹,**

¹*CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE DE BRETAGNE - CS 74223 – 350042
RENNES Cedex, France
elodie.dezat@bretagne.chambagri.fr*

RÉSUMÉ

De nombreuses études portent sur l'avenir de l'agriculture, mais elles ne sont pas toujours portées ou appropriées par le monde agricole alors qu'elles soulèvent des questionnements et des remises en causes du secteur agricole. Pilotée par les élus et collaborateurs de la Chambre d'agriculture, cette étude a pour objectif d'explorer les futurs possibles pour les filières bretonnes à l'horizon 2040. En premier lieu, des diagnostics par filière ont été réalisés, puis les variables d'influence sur l'avenir de l'agriculture bretonne ont été identifiées. Enfin, cinq scénarios prospectifs ont été construits.

Les éléments qui ressortent des diagnostics sont pour le passé un manque d'organisation, d'anticipation et de stratégie collective des filières. Des investissements lourds ont été réalisés, sans que cela ne se traduise par une meilleure rémunération. Pour l'avenir se pose la question des modèles de productions, de leur rentabilité de l'évolution des pratiques, ainsi que le renouvellement des générations.

Cinq scénarios ont été construits, après l'identification de 24 variables. Le scénario tendanciel décrit une agriculture bretonne aux marges de manœuvre limitées ; les règles environnementales et le non renouvellement des actifs entraînent un déclin de l'élevage. Dans le scénario alternatif, le climat conditionne la production, sans déprise imposée de l'élevage. Les déterminants des trois autres scénarios sont un pilotage par les territoires, une agriculture productive dans un contexte de priorité donnée à l'économie ou une agriculture plus végétale.

Dans une majorité de scénarios, l'aviculture se maintiendra en Bretagne, que ce soit pour des raisons de conditions climatiques ou d'acceptabilité des élevages. Cependant les évolutions sur l'attractivité des métiers, la concurrence et la compétitivité à l'international, ou une végétalisation massive pourront impacter les productions de viande de volailles ou d'œufs.

ABSTRACT

Agriculture in Brittany in 2040 – What are the transitions in poultry sector ?

Numerous studies focus on the future of agriculture, but are not always constructed with the agricultural sector.

The objective of this study is to explore the possible futures for the agriculture in Brittany by 2040. Firstly, diagnostics by sector were carried out, then the variables of influence on the future of agriculture have been identified. Finally, five scenarios were constructed.

The elements that emerge from the diagnostics are for the past a lack of organization, anticipation and collective strategy of the sectors. Heavy investments were made, without better remuneration. For the future, the question arises of production models, their profitability, the evolution of practices that will be linked, as well as the renewal of generations.

Five scenarios were constructed, after identifying 24 variables. The trend scenario describes an increase in environmental rules and the non-renewal of assets which lead to a decline in animal breeding. In the alternative scenario, the climate impacts agriculture, but livestock remains in Brittany. The determinants of the other three scenarios are an agriculture piloted by the territories, productive agriculture, or a plant-based agriculture.

In a majority of scenarios, poultry production will be maintained in Brittany, whether for reasons of climatic conditions or the acceptability of farms. However, changes in the attractiveness in agricultural jobs, international competitiveness, or massive revegetation may impact the production of poultry meat or eggs.

INTRODUCTION

La décision de mener une étude prospective portant sur toutes les filières agricoles bretonnes, fait suite à plusieurs constats.

Tout d'abord de nombreuses incertitudes pèsent sur l'avenir des productions, qu'elles soient internes (attractivité des métiers, appropriation de nouvelles technologies...) ou externes (attentes sociétales, politiques des territoires...).

Ensuite, l'avenir de l'agriculture est exploré dans de nombreuses études, sans que les acteurs du monde agricole et agroalimentaire ne soient parties prenantes alors même que les questionnements peuvent remettre en cause leurs activités.

C'est ainsi que les responsables professionnels des Chambres d'agriculture de Bretagne ont fait part de leur besoin d'une réflexion construite avec les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires, qui intègre la complexité et la diversité des enjeux et permette de se projeter sur le long terme.

1. MATERIELS ET METHODES

La prospective est une démarche visant à explorer les futurs possibles afin d'identifier les enjeux de demain, et ainsi éclairer les décisions à prendre.

Le choix a été fait de ne pas se fixer d'obligation de résultats environnementaux, économiques ou sociaux.

L'étude a été menée par un groupe de travail technique coordonné par le service économie-emploi de la Chambre régionale d'agriculture de Bretagne, avec une implication forte des élus professionnels.

La démarche s'est décomposée en quatre grandes étapes :

- La construction de diagnostics par filière, basés sur des éléments bibliographiques et des entretiens. Ils ont été complétés par des diagnostics d'approfondissement, notamment auprès d'acteurs des territoires.
- L'identification des variables d'influence et la rédaction de dossiers prospectifs pour chacune d'entre elles.
- La construction et la rédaction de cinq scénarios.
- La réalisation de diagnostics d'impact : chiffrage macro-économique, bilan carbone. Ce dernier point, non finalisé au moment de la rédaction de cet article, ne sera pas présenté.

2. RESULTATS ET DISCUSSION

2.1. Diagnostics des filières

Deux diagnostics ont été rédigés, pour les filières volailles de chair et poules pondeuses. Ils se sont appuyés sur de précédentes études et sur la réalisation de douze entretiens auprès d'acteurs des filières.

Le passé

Quelle que soit la production, les entretiens soulignent un manque de clairvoyance sur l'évolution des marchés, avec une vision des acteurs très centrée sur la Bretagne, et qui n'ont pas su voir les signaux faibles (poids des productions alternatives en œuf, difficultés à l'export pour les volailles de chair). Ceci est amplifié par un manque de stratégie collective et de structuration, illustré par exemple par la non anticipation des travaux en 2012 dans les élevages de pondeuses, ou encore par le plan de cessations en volailles de chair qui a conduit à l'arrêt d'ateliers d'un bon niveau technique. Ce manque de structuration se confirme fin 2021 par une surproduction persistante en œufs bio.

Le passé est également marqué par une pression des associations et ONG dont les demandes vont au-delà du réglementaire. Cela oriente les décisions des acteurs économiques, distribution et restauration notamment.

Les filières avicoles se sont développées hors Bretagne, que ce soit par des capacités de productions en élevage, ou par un déplacement des centres de décision (notamment en volailles de chair). Les relations contractuelles sont régulièrement questionnées.

Un gros point d'inquiétude est le difficile renouvellement des actifs. Du côté des points positifs, le métier d'aviculteur a évolué avec une amélioration des conditions de travail.

Dans les filières volailles de chair, la réorientation des productions en lien notamment avec des pertes de marché (poulet export, dinde) et une prise de conscience tardive du potentiel de la restauration hors domicile ont été impactantes. Le manque de rentabilité économique explique en partie le creux dans les installations en volailles de chair.

L'impact le plus important pour la filière œuf est la mise aux normes de 2012, qui laisse encore des traces aujourd'hui. Les investissements ne sont pas encore amortis que les cages sont en passe d'être abandonnées.

Les tendances pour l'avenir

Le taux de renouvellement insuffisant des exploitants entraînera une plus grande spécialisation des éleveurs et des exploitations plus grandes, ce qui pose question concernant les capacités d'endettement ou les oppositions aux projets d'élevage. Les filières auront également besoin de formations adaptées. Les attentes sociétales vont se renforcer. L'étiquetage bien-être se mettra en place tout comme l'ovosexage ; ces

évolutions auront des incidences sur la génétique. Les politiques publiques continueront leur verdissement.

En volailles de chair, la réussite de la filière sera conditionnée à la réussite d'un mode d'élevage (poulet lourd). Des questions se posent sur la segmentation du poulet « premium » et la place de la dinde. Les parts de marché resteront très concurrencées.

En production d'œufs, la transition vers l'alternatif devrait aboutir d'ici 2025-2030. Deux modèles d'élevages de pondeuses en agriculture biologique devraient co-exister, avec des tailles et une autonomie alimentaire différentes. Des évolutions de consommation notamment la hausse de consommation en œufs coquille devrait s'inscrire dans la durée.

2.2. Facteurs d'évolution

Le groupe de travail a identifié vingt-quatre facteurs d'évolution pour les filières à horizon 240. Ils ont été regroupés en huit familles.

- **Entreprises agricoles et ressources humaines** : ressources humaines, modèles économiques, accompagnement (recherche, conseil, formation).
- **Techniques et productions agricoles** : technologies (numérisation, robotisation big data), intrants et pratiques, productions non alimentaires.
- **Changement climatique et ressources** : changement climatique, énergies, le temps, ressources naturelles.
- **Politiques publiques** : politiques agricoles, politiques non agricoles, gouvernance locale.
- **International** : marchés agricoles mondiaux, mondialisation et accords commerciaux.
- **Territoires** : accès à l'eau, géographie agricole et agroalimentaire, population bretonne.
- **Consommateurs citoyens** : implication citoyenne, attentes des consommateurs, rapport au prix.
- **Marchés et filières** : modes de distribution, organisation de filière et relations, segmentation.

Pour chacun des facteurs, un dossier prospectif a été rédigé. Chacune des variables y a été analysée en profondeur, sa rétrospective a été décrite, les dynamiques actuelles et trois hypothèses d'avenir y ont été identifiées (tendancielle, alternative, de rupture).

C'est ce qui a constitué le squelette pour la construction des scénarios, où les hypothèses ont été combinées.

2.3. Les scénarios

Avant de présenter les scénarios construits, un préambule est nécessaire concernant la prise en compte du changement climatique.

Les modèles actuels nous disent qu'à l'horizon 2050 les évolutions du climat sont déjà connues. Les actions menées n'auraient donc d'impacts significatifs qu'au-delà de 2050. D'ici 2040 les tendances se seront poursuivies en Bretagne : élévation des températures surtout l'été et le printemps, augmentation de la variabilité climatique et du risque de survenue des températures extrêmes, déficit hydrique qui se creuse l'été.

Scénario 1 – Une agriculture bretonne en mode résistance

Ce scénario est notre scénario tendanciel.

En 2040, l'agriculture bretonne est sous contrainte avec deux moteurs principaux : le non-renouvellement des actifs et un durcissement des réglementations environnementales. La demande et les marchés mondiaux sont moins dynamiques, avec un ralentissement de la croissance démographique notamment. En vingt ans les règles environnementales se sont durcies en Europe, pénalisant la compétitivité des filières. Sous l'effet de la pression du prix, les filières alimentaires européennes se repositionnent sur le marché intérieur. La contrainte du prix d'achat reste forte pour le consommateur, ce qui ouvre la voie aux importations ; la grande distribution et la restauration orientent les filières. En Bretagne, on observe une dualisation de l'agriculture, notamment en réponse à une problématique de manque de main d'œuvre, avec de petites exploitations positionnées sur des démarches de valeur ajoutées, à côté d'exploitations de taille plus importante. Certaines opportunités, telles que le développement significatif des productions énergétiques, échappent aux agriculteurs.

Ce scénario est celui d'une certaine lassitude, d'un laisser-faire et d'opportunités saisies par d'autres. C'est également celui d'une adaptation lucide des agriculteurs aux réalités des marchés.

Scénario 2 - L'agriculture vise la neutralité carbone

En 2040, les productions se relocalisent en Europe. La sensibilité au dérèglement climatique est grandissante. Des réglementations européennes intégrant d'avantage les enjeux climatiques, environnementaux et la biodiversité ont été mises en place. La demande alimentaire évolue, ajoutant des préoccupations autour de la santé. La consommation évolue avec moins de protéines animales et plus de protéagineux.

La Bretagne assume sa vocation d'élevage et s'affirme comme un bassin de production bas carbone ; la sylviculture est redynamisée.

La survenue de ce scénario serait favorisée par l'application d'une taxation carbone sur les énergies fossiles et par des effets visibles par les citoyens du dérèglement climatique. A l'inverse, une hausse trop forte sur le prix de l'alimentation et des oppositions à une agriculture technologique et productive seraient des freins.

Scénario 3 – Une agriculture bretonne territorialisée

En 2040 des systèmes alimentaires plus locaux sont observés partout dans le monde. Avec la fin de l'expansion du libre-échange, les territoires deviennent une valeur refuge. La politique agricole française axée sur la souveraineté de l'alimentation se décline dans les territoires, avec en Bretagne une priorité donnée à l'accès de tous à une offre alimentaire locale de qualité.

Les filières bretonnes se désinvestissent du marché mondial.

Les métiers de l'agriculture retrouvent une attractivité. Le nombre d'élevages diminue, les structures sont plus diversifiées, les entreprises agricoles restent de taille moyenne. La transformation agroalimentaire réduit ses activités.

Ce scénario n'est pas celui d'une autarcie, la Bretagne reste connectée au reste de la France et exporte encore, mais sur de plus petits volumes. Il exige un engagement politique et financier fort des pouvoirs publics.

Scénario 4 – Priorité à l'économie

L'agriculture et l'agroalimentaire sont devenus des leviers importants de la croissance. Durant la décennie 2020, la France est plongée dans une grave crise économique. La France reprend en main la politique agricole, la région Bretagne et les collectivités accompagnent ce mouvement. L'objectif est la productivité, en faisant notamment le pari des technologies. La vocation d'élevage est confirmée pour la Bretagne. Les filières renforcent leurs parts de marché à l'international. Les exploitations agricoles et les industries agro-alimentaires sont métamorphosées, tant au niveau des investissements, que des capitaux qui ne sont plus détenus par les exploitants eux-mêmes. L'intégration se développe dans les filières hors volailles.

La survenue de ce scénario est favorisée par une baisse du prix des technologies et un choix politique de favoriser la production.

Scénario 5 – Une agriculture bretonne plus végétale

Les politiques publiques donnent priorité au climat et à l'environnement. La demande en protéines animales recule entraînant un repli de l'élevage breton, et une augmentation des productions végétales. Le nombre d'actifs agricoles régresse, les jeunes générations aspirent à maîtriser leur temps (y compris les agriculteurs eux-mêmes). Les surfaces libérées sont consacrées aux grandes cultures, aux productions biosourcées, à la production d'énergie et à la sylviculture. L'essor de ces cultures végétales est dû en partie au recul de l'élevage, mais aussi à leur intérêt pour le climat : fixation de l'azote atmosphérique, stockage du carbone, amélioration de l'autonomie protéique des élevages, ...

Les modèles économiques sont diversifiés avec de grandes exploitations (automatisation, grands volumes) qui cohabitent avec des entreprises de taille plus modeste. Cela pose question sur l'impact pour la Bretagne en termes de paysages, de durabilité des systèmes et de localisation de la première transformation.

2.4. Résultats à venir

Le point de vue de l'agroalimentaire

Afin d'ancrer l'étude dans la réalité concrète des filières agricoles et agroalimentaires, l'ensemble de ces réflexions ont été partagées avec des industriels de l'agroalimentaire breton, notamment de la filière avicole. Cette phase d'entretiens est toujours en cours lors de la rédaction de cet article, mais de premières tendances peuvent déjà être identifiées sur les enjeux de demain.

Au vu de l'évolution de la population mondiale et de la raréfaction des surfaces agricoles, les industriels s'attendent à un dynamisme toujours plus important des marchés mondiaux. Il pourrait être favorable aux marchés et aux débouchés des produits agricoles et agroalimentaires bretons suivant les capacités régionales d'abattage qui pourraient se voir affectées par deux facteurs principaux.

Déjà très sensible à l'heure d'aujourd'hui en 2020, le manque de main d'œuvre en usine pourrait générer des baisses d'activité d'ici 2040. Face à des difficultés de recrutement, l'orientation de l'agriculture et l'agroalimentaire breton pourrait se faire en faveur du système végétal qui possède une meilleure valorisation horaire. Un engagement fort sur l'amélioration de l'attractivité des métiers dans les filières animales est nécessaire pour assurer le renouvellement des générations.

Autre frein : les oppositions aux projets de développement ou de création d'entreprises. Selon les scénarios et selon les filières, les volumes de production pourraient augmenter d'ici 2040. Les industriels estiment que cela dépendra surtout de la capacité collective à agrandir ou à construire de nouveaux élevages qui subissent aujourd'hui trop souvent des oppositions sociétales.

Enfin, certains industriels estiment que diminuer l'élevage ne répondra pas aux problèmes environnementaux et pourra engendrer, à terme, un appauvrissement de la Bretagne. Ils sont prêts à s'engager pour améliorer leur empreinte carbone afin de répondre aux enjeux du défi climatique. Cependant, ils indiquent qu'un accompagnement financier sera nécessaire, car la modernisation dans cet objectif nécessitera des investissements importants.

Le chiffrage des scénarios

Le chiffrage de ces scénarios est toujours en cours, notamment via la réalisation d'un diagnostic Climagri® (chiffrage énergie et gaz à effet de serre) pour le second scénario.

CONCLUSION

Quels que soient les scénarios, même ceux qui imaginent un recul des protéines animales, les productions avicoles résistent relativement mieux que les autres filières en Bretagne. Ainsi, même dans les scénarios où les productions avicoles sont en recul au niveau français, le grand ouest restera l'une des principales zones de production. Leurs atouts sont nombreux, et l'on peut citer par exemple un bilan carbone favorable, une protéine abordable pour le

consommateur et une bonne image des viandes blanches et des œufs. D'autres études (Poux *et al.*, 2018) sont moins confiantes sur le maintien de l'élevage avicole au niveau européen, partant sur une réduction des exportations, un système alimentaire plus favorables aux productions herbivores (maintien des prairies, moindre compétition pour des matières premières à destination de l'alimentation humaine).

Les filières avicoles continueront à s'adapter aux évolutions des attentes sociétales. Toutefois, il faudra s'attacher à les concilier avec une logique économique viable. Sans ce préalable valable pour tous les scénarios, le renouvellement des générations en aviculture restera difficile et la pérennité de l'élevage avicole en Bretagne pourrait en être menacée.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Poux, X., Aubert, P.-M. 2018. Une Europe agroécologique en 2050 : une agriculture multifonctionnelle pour une alimentation saine. Enseignements d'une modélisation du système alimentaire européen, Iddri-AScA, Study N°09/18, 78 p.